

**Laurent Fabius  
Déclaration de candidature  
Fleurance - Gers  
1<sup>er</sup> octobre 2006**

Chers amis, chers camarades,

Quel plaisir de nous retrouver ensemble, de nous retrouver ce matin dans cette belle halle, visages connus, visages nouveaux, anciens militants, compagnons de toujours, nouveaux militants, compagnons d'une période plus récente, mais tous unis par le même idéal et la même volonté. Il s'agit, dans quelques mois, de faire en sorte que le prochain président de la République soit un socialiste, pour la France.

Chers amis, chers camarades, j'ai prévu de dire quelques mots avant de prononcer, paraît-il, ce qui doit être la formule sacramentelle. Je remercie Philippe Martin de nous avoir accueillis avec sa gentillesse et son humour habituel. Je le félicite à la fois de la façon dont il mène le département du Gers et dont il fait en sorte que Auch soit en tête de la deuxième division de rugby. Je remercie Martin Malvy à la fois de ce qu'il a dit avec beaucoup d'élévation de pensée et de conviction, et aussi je le remercie de sa discrétion, car enfin, bien qu'étant ancien ministre de François Mitterrand, bien qu'étant président de région, il ne s'est pas porté candidat à la Présidence de la République ! Je l'en remercie !

Il y a quelques instants, je me retrouvais dans une assemblée de chercheurs, qui se réunit à Fleurance, qui écoute, qui auditionne comme on dit les principaux responsables politiques et qui leur demande quelles sont leurs idées, leur projet, pour la recherche française. J'ai tenu à faire ce déplacement, et à lier à la fois mes engagements sur la recherche et ce que je vais vous dire maintenant. J'estime que la tâche d'un responsable politique n'est pas seulement de penser à l'immédiat, mais de penser au futur, à nos enfants, à nos petits-enfants, à ce que sera la France, dans cinq ans, dans dix ans, dans vingt ans. Nous savons que la vraie ressource d'un pays comme la France, c'est la matière grise, c'est l'intelligence, et nous savons qu'il faudra redonner la première place à la

recherche, qui est la clef du futur dans toutes les nations et en particulier la nôtre. J'ai hésité avant de savoir dans quel lieu de notre pays j'allais dire ce que j'ai l'intention de dire dans quelques minutes. Il aurait été normal que je m'exprime à Grand-Quevilly, la ville qui depuis des années me fait confiance. Oui, l'une des villes les plus ouvrières de France, où l'on sait ce que c'est le logement social. Je dirai peut-être quelques mots du ministre de l'intérieur, qui paraît-il veut se trouver en face de nous dans quelques mois. En matière de logement social, la différence ne sera pas difficile à faire : dans sa commune, il y a 2,5% de logements sociaux ; dans ma commune, et j'en suis fier, il y a 72% de logements sociaux. C'est la France de l'industrie, la France des ouvriers, des employés, des techniciens, tout simplement la France de celles et ceux qui luttent, qui ont des petits ou moyens salaires, des petites ou moyennes retraites et qui veulent que leur vie soit digne, que celle de leurs enfants soit digne, qu'il y ait une perspective. Et c'est de cette ville que maintenant depuis un quart de siècle, je suis l' élu heureux de ce que Quevilly m'a apporté, au service de ses habitants, et soucieux, dans le futur, de pouvoir lui apporter beaucoup encore. J'aurais pu, c'était le cas hier, dire ce que je vais vous dire dans quelques instants depuis le Nord, où je me trouvais. Ce n'est pas la Normandie, ce sont d'autres paysages, ce sont des plaines rectilignes, ce sont des terrils, c'est une vie dure, elle aussi, ce sont des petites maisons qui sont côte à côte, ce sont des travailleurs qui connaissent les délocalisations, les difficultés de l'emploi, les difficultés du logement, les difficultés de l'éducation, des problèmes sociaux, environnementaux, sanitaires nombreux et qui veulent les relever avec courage.

Cela fait longtemps, oui assez longtemps, que je suis un responsable politique et je l'assume, parce que lorsqu'on veut accéder aux plus hautes fonctions ce n'est pas un beau jour qu'on se réveille en disant : « Tiens, qu'est-ce que je pourrais faire aujourd'hui, pourquoi ne pas me déclarer à la fonction suprême ? ». Non, ce n'est pas ainsi que les choses se font, c'est une sédimentation successive, année après année, on apprend, on voit, on écoute, on réussit et on échoue, on est attaqué, parfois on réplique, et toujours, en tout cas selon la conception que j'en ai, on tire les leçons de l'expérience : oui, j'ai été aux côtés de François Mitterrand, et j'en suis fier, oui, j'ai présidé l'Assemblée nationale, et cela m'a donné une connaissance intime des rouages du Parlement, oui j'ai exercé

différentes fonctions ministérielles, en particulier aux côtés de Lionel Jospin et je veux aujourd'hui lui rendre hommage et témoignage. Oui, j'ai dirigé il y a plusieurs années le gouvernement de notre pays, et j'ai appris dans les succès comme dans les épreuves, et il y en a eu, qu'il faut une vision, Martin, l'a dit, qu'il faut du courage, et qu'il faut surtout croire, car la conviction, quels que soient les linéaments de la vie, c'est essentiel, et ma conviction elle n'a pas changé, cela fait plus de 30 ans que je suis membre, et fier d'être membre, du Parti Socialiste.

Il paraît que d'après les sondages je ne suis pas le favori. Cela peut changer. J'ai connu une période où un grand hebdomadaire titrait : « Fabius : vol au dessus d'un nid de sondages ». Mais pour moi les sondages sont par rapport à la réalité profonde de l'opinion ce qu'est l'écume de la vague par rapport à la profondeur de l'océan. Ce qui m'intéresse ce n'est pas la vague qui écume c'est l'océan profond. Et l'océan nous dit : 2002, oui et l'échec que nous ne voulons plus jamais revoir : au 2<sup>ème</sup> tour le candidat socialiste absent et l'extrême droite montrant son vrai visage. Nous ne devons plus revoir cela ! 2003 et les mobilisations nombreuses face au projet funeste de remise en cause de la retraite. 2004 et les succès magnifiques aux élections cantonales, aux élections régionales qui – sans diminuer le mérite de nos candidats – signifiaient d'abord de la part du peuple : nous ne voulons pas de la vision et de la pratique libérales du gouvernement, nous voulons autre chose et c'est pour cela que nous faisons confiance aux socialistes. 2005 et cette période difficile - y compris difficile pour nous les socialistes - du référendum européen où j'ai dit ce que je pensais, où j'ai assumé mes convictions à l'époque où les sondages disaient le OUI est à 70 %. J'ai dit alors parce que simplement je ne veux pas dissimuler ma conviction : autant je suis un européen convaincu, ardent, autant je veux relancer la construction européenne, autant cela ne peut pas être une Europe qui tourne le dos à la réalité sociale, environnementale et au peuple ! Et 2006, enfin, avec ce mouvement puissant parti des jeunes puis étendu à toute la société, de la lutte contre le fameux CPE où il s'agissait une fois encore de la part du peuple de dire non à la dérive hyper libérale, non à la société précaire, non à la société brutale. Les jeunes veulent de l'avenir, les jeunes doivent pouvoir étudier, les jeunes veulent des contrats décents, une perspective de vie et c'est dans ce mouvement

que nous nous sommes inscrits moi parmi vous, vous avec moi et c'est cela qui est le fond de l'océan : 2002, 2003, 2004, 2005, 2006 : le refus d'une société dominée exclusivement par l'argent. C'est cela que je porte, c'est cela que j'exprime et c'est cela à nouveau qui sera en cause en 2007.

Amis et camarades, j'aime la France. Je la connais dans ses profondeurs. Il n'était pas évident dans la famille où je suis né que je deviendrai 1<sup>er</sup> ministre socialiste. Il n'était pas évident, moi qui étais au départ était destiné au professorat, aux métiers du droit ou de l'économie, que je parcourrais, semaine après semaine, mois après mois, année après année, la plupart des villes et des villages de France. Oh, j'en connais des salles polyvalentes ! Je pourrais, si j'avais du loisir mais j'espère ne pas en avoir, éditer le meilleur guide des salles polyvalentes de France. Où l'on arrive à la nuit tombée, c'est fatigant et parfois on a un accident, j'en ai eu, et parfois on est conduit par un camarade militant qui veut rattraper le retard pour la que la réunion ne commence pas, précisément, en retard et alors on va dans le fossé...c'est cela aussi la vie militante. Mais à travers ces moments d'exaltation, parfois de déprime, une connaissance vraiment intime de la France. De ses villages, de ses villes, de ses métropoles, de la diversité de sa population, des agriculteurs, dont les socialistes parlent trop peu, auxquels il faudrait qu'ils s'intéressent davantage, les artisans dont beaucoup sont des nôtres, les commerçants qui devraient davantage comprendre que le monde que leur réserve la dérive libérale fait d'eux de la chair à pâté pour les grandes surfaces et ne leur donne pas leur véritable place, les ouvriers, les employés, les cadres.

Je ne suis pas de ceux qui croient à la disparition des ouvriers et des employés même s'ils sont moins nombreux, je crois que nous avons besoin d'une industrie puissante en France, que bien sûr le domaine des services s'étend, mais qu'il n'y a pas de France prospère avec une croissance suffisante pour assurer l'emploi s'il n'y a pas une industrie puissante respectueuse de l'environnement et d'abord dans cette région et je pense en particulier à l'aéronautique. Les ingénieurs, les cadres, les chercheurs, les techniciens, les créateurs d'entreprises : nous ne sommes pas, nous socialistes, comme parfois on le dit, les ennemis des entreprises. Au contraire, nous avons besoin des entreprises. Nous savons

parfaitement que pour qu'il y ait création de richesses, il faut que les entreprises soient dynamiques. Mais cela ne signifie pas que nous oublions la répartition juste des fruits de la croissance. Nous sommes pour la croissance, mais nous sommes aussi pour la justice dans la distribution des fruits de la croissance. Et je constate comme vous que notre pays ne va pas bien. Qu'il a besoin de changement. Que les jeunes, les moins jeunes et les anciens, oui les anciens se font du souci. Pas tellement pour eux parce qu'ils sont altruistes, mais pour leurs enfants et leurs petits enfants. Combien de fois ai-je entendu cette déclaration murmurée, confiée à demi mot : pour nous bien sûr le temps c'est celui de la vieillesse, mais les enfants et les petits enfants, est ce qu'on va être capable de leur donner quelque chose ?

\* \* \*

La tâche de la Politique, des principaux responsables politiques et du Président de la République, c'est de tracer dans ce monde si dur, si complexe, si nouveau qui est le nôtre, des perspectives pour que oui, ces jeunes aient une chance. Et de faire en sorte non seulement que les jeunes aient une chance, mais que la France qui est un grand pays en ait une. Je n'accepte pas cette thèse du déclin, qui sent l'extrême droite, qui sent je ne sais quel découragement - après tout est ce que c'était si évident au sortir de la guerre de reconstruire le pays comme l'ont fait nos pères ? - C'est un peu de la même chose qu'il s'agit aujourd'hui. Mais dans un monde qui a changé, qui est menaçant, qu'il faut anticiper, la Chine, un milliard quatre cent millions d'habitants, l'Inde, un milliard cent millions d'habitants, les Etats-Unis et leur super puissance, il faut l'Europe. Et la France, même si elle n'est pas la plus grande nation du monde, peut, dès lors qu'elle est bien gouvernée, bien dirigée, bien administrée, bien dynamisée, retrouver un rang qu'elle n'aurait jamais dû perdre. Il faut comprendre aussi que les problèmes qui n'avaient pas encore la même acuité hier qu'aujourd'hui sont devant nous et sont centraux. Je sais l'action, en particulier, que mène le département du Gers, pour préserver l'environnement. Ce n'est pas une fougade, ce n'est pas une mode, c'est parce que dans ce siècle qui commence, pour la première fois, l'Homme, qui est moins sage que la vitesse du progrès ne devrait le conduire à l'être, l'Homme est en situation de détruire l'Humanité, de détruire

la planète. Il faut donc que les politiques reprennent la main et comprennent qu'il faut faire en sorte que nous sauvions notre planète, ce qui signifie une modification profonde de notre mode de développement. Cela signifie que l'écologie ne doit pas être réservée à d'autres mais que nous devons nous, mettre le respect de l'environnement au cœur de notre démarche économique, sociale et culturelle.

La Démocratie. Lorsque je suis entrée à l'Assemblée Nationale, il y a de cela longtemps, le député qui m'a accueilli, était un député de l'Hérault viticole, m'a dit une phrase qui m'a frappé. Il m'a dit : « petit - j'étais assez jeune à l'époque - tu as l'air d'en vouloir - ce sur quoi il se trompait... alors je vais t'expliquer ce que c'est que la 5<sup>ème</sup> République ». « La 5<sup>ème</sup> République, c'est simple : au parlement, si tu es dans l'opposition tu ne peux pas l'ouvrir et si tu es dans la majorité, on te demande de la fermer ! » Mes camarades, nous sommes plusieurs d'années plus tard et je ne suis pas sûr que cela ait totalement changé. Or il faut que cela change. Je suis porteur avec le parti socialiste, d'une volonté de réforme démocratique profonde. Je veux une République parlementaire nouvelle, où l'Assemblée Nationale aura vraiment le dernier mot, où il faudra rendre compte des décisions prises, où le premier ministre devra chaque année venir devant l'Assemblée présenter son programme, le degré d'accomplissement de ses engagements et obtenir un vote, où il faudra supprimer le fameux article 49 alinéa 3, où il faudra introduire des éléments de proportionnelle, bref, où la démocratie sera présente. Mais la démocratie institutionnelle devra être aussi sociale parce que l'un ne va pas sans l'autre. Parce que les syndicats doivent être plus forts, non par je ne sais quelle adhésion obligatoire, mais en faisant en sorte que à chaque fois qu'un texte concerne les principes du droit du travail, de la Sécurité Sociale, il soit, avant sa venue au parlement, soumis aux partenaires sociaux. Dans les entreprises, et ceux qui suivent ces sujets me comprendront aisément, il ne devra pas être possible de déroger en moins bien à une réglementation collective. Oui, de nouveau la convention collective et le droit national devront protéger les salariés partout où ils se trouvent. Alors oui, à ce moment là il y aura une démocratie non seulement institutionnelle mais aussi sociale.

Et puis, bien sûr, il y aura des décisions immédiates à prendre. J'ai été l'un de ceux qui ont contribué au projet socialiste que je soutiens et que je défendrai dans les temps qui viennent. Parce que c'est un projet qui est précis, concret, qui donne des axes et qui lie ce qui est essentiel : les décisions immédiates et la vision dont on nous parlait tout à l'heure. Si il y a seulement une vision mais qu'elle n'est accrochée sur rien de précis, on dit, excusez l'expression, « c'est du baratin ». S'il y a seulement les mesures précises sans vision, alors on voit l'immédiateté mais on ne comprend pas la perspective et on risque de commettre des erreurs. Il faut les deux : la vision et les mesures. Et parmi ces mesures je suis celui, qui, dans les mois qui viennent, mettrai en avant les conditions de vie, tout simplement ce qui fait la détermination de la vie, c'est-à-dire le pouvoir d'achat. Je veux qu'il soit clair, qu'il y ait dans tous ces mois à venir un candidat du pouvoir d'achat, qui parle aux salariés les plus modestes, qui parle aux salariés moyens, qui parle aux pensionnés, aussi, modestes et moyens.

Avec des priorités précises - tout ne peut pas être prioritaire sinon rien ne l'est. L'emploi bien sûr, ce qui suppose des entreprises dynamiques. L'éducation, la formation, la recherche. Quand je dis l'éducation, pour moi elle est inséparable de la Laïcité. Nous ne savons pas encore qui portera les couleurs du Parti Socialiste mais nous connaissons déjà celui qui sera en face de nous et nous savons qu'il n'est pas comme nous vraiment un laïc, qu'il est plutôt un communautariste qui met côte à côte et peut être front contre front, les différentes communautés religieuses, ethniques, que sais-je encore, alors que pour nous la République est ce qui permet le brassage, l'égalité, l'unité avec cet élément fondamental sur lequel je ne transigerai pas qui s'appelle la Laïcité et la loi de 1905 que je ne laisserai pas démolir.

Le logement. Parce que c'est la dignité de la vie. Et que le logement, pour les jeunes et les moins jeunes est devenu souvent inaccessible, j'entends bien faire du logement un des axes centraux de la campagne avec la santé. La santé dans les villes, la santé dans les campagnes. Quand on ne trouve plus de médecins, quand on ne trouve plus d'infirmières : il faut affirmer une volonté politique. Quand un certain nombre de maires de droite refusent, contrairement à la loi, de

construire un minimum de logements sociaux, il faudra, non pas leur infliger des amendes, parce que les amendes, ils paieront du moment que les logements sociaux ne sont pas là, il faudra que l'autorité politique, en l'occurrence le Préfet, représentant de l'Etat, lorsque le maire refuse de respecter la loi, se substitue à lui pour organiser la construction des logements défectueux. En matière de santé, tant de choses sont à faire, à commencer par les budgets qui devront être réactualisés. Nous connaissons tous des hôpitaux qui n'y arrivent plus alors que le personnel accomplit un travail magnifique. Il faudra aussi que dans l'installation des jeunes médecins des conventions soient passées. Après tout il est normal que la République consacre des fonds importants pour leurs études, mais il me paraît normal aussi que lors des premières années d'exercice de la médecine, il y ait une convention passée entre le jeune qui a fini ses études et l'Etat pour qu'il s'installe prioritairement dans les endroits où il n'y a plus de médecins, d'infirmières, pour que les services publics soient assurés.

C'est tout simplement la République. Des défis immenses, des solutions à portée de main. La nécessité impérieuse du rassemblement de la gauche. Et la question, alors, qu'il faut aborder.

\* \* \*

Chers Amis, chers camarades,

J'ai décidé, si les militantes et les militants socialistes le veulent, d'être candidat à la Présidence de la République.

J'ai pris cette décision parce que la France a besoin de changement. Parce que le changement ne peut venir que de la gauche, de la gauche rassemblée autour d'un projet novateur.

Le projet socialiste que je porterai comprendra d'abord l'amélioration du pouvoir d'achat, en particulier par l'augmentation du Smic, des salaires et des retraites. J'engagerai un effort massif pour l'emploi - qui implique des entreprises dynamiques - ; un effort pour l'éducation, la formation et la recherche ; un effort pour le logement et la santé. Avec le nouveau gouvernement qui sera constitué

# à rassembler gauche avec Laurent Fabius

et qui sera composé à égalité de femmes et d'hommes, j'avancerai vers une République parlementaire nouvelle, organisant une vraie responsabilité politique, défendant les services publics et tenant bon sur le terrain de la laïcité. Enfin je me mobiliserai pour relancer et réorienter la construction européenne sur le plan social, sur le plan économique, sur le plan écologique face à la mondialisation et en respectant, bien sûr, les résultats du dernier référendum

Dans ce monde nouveau et rude, la tâche ne sera pas facile. Mais j'ai confiance. J'ai confiance parce que la France, ce pays magnifique et que j'aime, porte en elle des ressources puissantes. J'ai confiance parce que je me suis préparé pour cette tâche. J'ai confiance parce que je sais que la majorité des Français, en particulier les jeunes, ne veulent pas d'une société brutale et précaire que leur prépare Monsieur Sarkozy, mais qu'ils veulent comme nous une France forte, une France juste, une France sûre, une France solidaire : une France forte parce que solidaire.

Voilà pourquoi je suis candidat à la Présidence de la République : pour changer et pour gagner. Vive la République et Vive la France !